

**POUR COPIE
CERTIFIÉE CONFORME**

LEVY-CAC
Société à Responsabilité Limitée
au capital de 55 000 euros
Siège social : Parc VALMY - 37 B, Avenue Françoise Giroud
Immeuble "LE DUO" - Bât. B
21000 DIJON
DIJON 433 127 297

Déposé au Greffe
du Tribunal
de Commerce
de Dijon

le25...MARS 2010
sous le n° A 1520

STATUTS

STATUTS

Le soussigné, Michel LEVY, né le 23 Mai 1947 à DIJON (21000)
Demeurant 7, Place Charles de Gaulle à COUCHEY (21160)
Commissaire aux Comptes membre de la Compagnie Régionale de DIJON

a établi ainsi qu'il suit les statuts de la société à responsabilité limitée constituée par le présent acte.

ARTICLE PREMIER - FORME

Il est formé une société à responsabilité limitée régie par la loi du 24 juillet 1966 et par les présents statuts. Elle fonctionne sur la même forme avec un ou plusieurs associés.

ARTICLE 2 - DÉNOMINATION

La dénomination est : LEVY-CAC

La société sera inscrite sur la liste des commissaires aux comptes sous sa dénomination sociale.

Les actes et documents émanant de la société et destinés aux tiers, notamment les lettres, factures, annonces et publications diverses, devront non seulement faire précéder ou suivre la dénomination sociale des mots "Société à Responsabilité Limitée" ou des lettres S.A.R.L. et de l'énonciation du montant du capital social, mais aussi faire suivre cette dénomination de la mention "société de commissariat aux comptes" et de l'indication de la liste de la Compagnie régionale des commissaires aux comptes, où la société est inscrite.

ARTICLE 3 - OBJET

La société a pour objet l'exercice des missions de commissaire aux comptes.

Elle peut réaliser toutes opérations compatibles avec son objet social et qui se rapportent à cet objet, à l'exception de toute activité commerciale, qu'elle soit exercée directement ou par personne interposée.

Aucune personne ou groupement d'intérêts ne peut détenir, directement ou par personne interposée, une partie de son capital ou de ses droits de vote de nature à mettre en péril l'exercice de ces professions ou l'indépendance de ses associés, ainsi que le respect, par ces derniers, des règles inhérentes à leur statut ou à leur déontologie.

.../...

ARTICLE 4 - SIÈGE SOCIAL

Le siège social est fixé : Parc VALMY - 37 B, Avenue Françoise Giroud - Immeuble "LE DUO" - Bât. B à DIJON (21000).

Il pourra être transféré dans le même département par simple décision de la gérance et partout ailleurs, en vertu d'une décision extraordinaire des associés.

ARTICLE 5 - DURÉE

La durée de la société est fixée à compter du jour de son immatriculation au registre du commerce et des sociétés jusqu'au 31 Décembre 2050, sauf les cas de dissolution anticipée ou de prorogation prévues aux présents statuts.

ARTICLE 6 - APPORTS - FORMATION DU CAPITAL

Lors de la constitution de la société :

1. Apports en nature :

NEANT

2. Apports en numéraire

Monsieur Michel LEVY apporte à la société une somme en espèces de 12 000 Euros

Madame Danielle MAIGNOT, épouse LEVY, intervenant aux présentes, ne demande pas à être personnellement associée. Les parts rémunérant cet apport sont donc toutes attribuées à Monsieur Michel LEVY.

Cette somme de 12 000 Euros a été, dès avant ce jour, déposée à la banque : RHONE-ALPES – 1, Rue de la Poste à DIJON (21000), à un compte ouvert au nom de la société en formation. Elle ne pourra en être retirée par la gérance avant l'immatriculation de la société au registre du commerce et des sociétés.

Récapitulation :

| | |
|--|---------------------|
| - Les apports en nature : | NEANT |
| - Les apports en numéraire : | 12 000 Euros |
| Total égal au capital social d'origine : | <u>12 000 Euros</u> |

Lors de l'Assemblée Générale Extraordinaire du 03/12/2003 :

| | |
|------------------------|-------------|
| - Apports en numéraire | 1 000 Euros |
|------------------------|-------------|

ARTICLE 7 - AVANTAGES PARTICULIERS

Les présents statuts ne présentent aucun avantage particulier.

ARTICLE 8 - CAPITAL SOCIAL - RÉPARTITION DES PARTS - LISTE DES ASSOCIÉS

| | Mouvements | Capital |
|--|-------------------|----------------|
| - Capital d'origine | | 12 000 € |
| - Augmentation de capital du 03/12/2003 par incorporation de réserves | + 42 000 | 54 000 € |
| - Augmentation de capital du 03/12/2003 par souscription en numéraire | + 1 000 | 55 000 € |

Le capital social est fixé à CINQUANTE CINQ MILLE euros (55 000 €).

Il est divisé en 5 500 parts sociales de 10 euros chacune, entièrement libérées. Suite aux différents mouvements intervenus, lesdites parts sont désormais attribuées et réparties de la façon suivante :

| | |
|-----------------------------------|-------------|
| - E.U.R.L. "SADOINE CONSEIL" | 3 299 parts |
| - E.U.R.L. "DIDIER CUCHE CONSEIL" | 2 199 parts |
| - Monsieur Franck SADOINE | 1 part |
| - Monsieur Didier CUCHE | 1 part |

La liste des associés sera communiquée à la Commission régionale d'inscription des commissaires aux comptes, ainsi que toute modification apportée à cette liste. Elle sera tenue à la disposition des pouvoirs publics et de tout tiers intéressé.

ARTICLE 9 - AUGMENTATION OU RÉDUCTION DU CAPITAL

Dans tous les cas, la réalisation d'opérations d'augmentation ou de réduction du capital doit respecter les règles de quotités de parts sociales que doivent détenir les professionnels commissaires aux comptes.

ARTICLE 10 - TRANSMISSION DES PARTS

a) Les cessions ou transmissions, sous quelque forme que ce soit, des parts détenues par l'associé unique sont libres

b) En cas de pluralité d'associés, les parts sont librement cessibles entre associés.

Le consentement de la majorité des associés représentant au moins les trois quarts des parts sociales est requis pour toute transmission de parts au profit

- d'un tiers,
- du conjoint, d'un héritier, ascendant ou descendant d'un associé, sauf si celui-ci a déjà la qualité d'associé.

.../...

ARTICLE 11 - EXCLUSION D'UN PROFESSIONNEL ASSOCIÉ

Le professionnel associé qui cesse d'être inscrit au tableau ou sur la liste des commissaires aux comptes cesse d'exercer toute activité professionnelle au nom de la société à compter de la date d'effet de la décision.

Si son départ a pour effet d'abaisser la part du capital détenue par des professionnels au-dessous des quotités légales, il dispose d'un délai de six mois à compter du même jour, pour céder la partie de ses parts permettant à la société de respecter ces quotités.

il peut exiger que le rachat porte sur la totalité de ses parts. Le prix, est, en cas de contestation, déterminé conformément aux dispositions de l'article 1 843-4 du code civil.

ARTICLE 12 - INDIVISIBILITÉ ET DÉMEMBREMENT DES PARTS SOCIALES

Chaque part est indivisible à l'égard de la société. Les copropriétaires de parts indivises sont représentés par l'un d'eux ou par un mandataire unique. En cas de désaccord, le mandataire est désigné en justice à la demande du copropriétaire le plus diligent.

Le droit de vote appartient au nu-propriétaire, sauf pour les décisions concernant l'affectation des bénéfices, où il est réservé à l'usufruitier.

ARTICLE 13 - RESPONSABILITÉ DES ASSOCIÉS

Sous réserve des dispositions légales les rendant temporairement solidairement responsables, vis-à-vis des tiers, de la valeur attribuée aux apports en nature, les associés ne supportent les pertes que jusqu'à concurrence de leurs apports.

Les professionnels associés assument dans tous les cas la responsabilité de leurs travaux et activités. La responsabilité propre de la société laisse subsister la responsabilité personnelle de chaque professionnel en raison des travaux qu'il exécute lui-même pour le compte de la société.

ARTICLE 14 - GÉRANCE

La société est administrée par un ou plusieurs gérants, personnes physiques, choisis parmi les associés inscrits sur la liste des commissaires aux comptes par décision adoptée par l'associé unique ou, en cas de pluralité d'associés, par les associés représentant plus de la moitié des parts sociales.

Chacun des gérants a les pouvoirs les plus étendus pour agir au nom de la société en toutes circonstances, sans avoir à justifier de pouvoirs spéciaux.

.../...

Dans leurs rapports entre eux et avec leurs coassociés, les gérants ont les pouvoirs nécessaires, dont ils peuvent user ensemble ou séparément, sauf le droit pour chacun de s'opposer à toute opération avant qu'elle soit conclue, pour faire toutes les opérations se rattachant à l'objet social, dans l'intérêt de la société.

Toutefois, les emprunts à l'exception des crédits en banque et des prêts ou dépôts consentis par des associés, les achats, échanges et ventes d'immeubles, les hypothèques et nantissements, toutes conventions ayant pour objet un droit de présentation de clientèle, toutes prises de participations compatibles avec l'objet social dans d'autres sociétés, ne peuvent être faits ou consentis qu'avec l'autorisation des associés aux conditions de majorité ordinaire.

Révocable par décision de l'associé unique ou, en cas de pluralité d'associés par décision des associés représentant plus de la moitié des parts sociales, le gérant peut renoncer à ses fonctions, en prévenant les associés trois mois au moins à l'avance, sauf accord contraire de la collectivité des associés prise à la majorité ordinaire.

Chaque gérant a droit à un traitement fixe ou proportionnel ou fixe et proportionnel déterminé par décision collective ordinaire des associés ; il a droit en outre au remboursement de ses frais de représentation et de déplacement.

ARTICLE 15 - DÉCISIONS COLLECTIVES

L'associé unique exerce les pouvoirs dévolus à l'assemblée des associés. Il ne peut déléguer ses pouvoirs. Ses décisions sont constatées par des procès-verbaux signés par lui et répertoriés dans un registre coté et paraphé comme les registres d'assemblées.

La volonté des associés s'exprime par des décisions collectives qui, régulièrement prises, obligent tous les associés. Elles sont extraordinaires quand elles entraînent une modification des statuts et ordinaires dans tous les autres cas.

Elles résultent, au choix de la gérance, d'une assemblée générale ou d'une consultation écrite des associés ; toutefois la réunion d'une assemblée est obligatoire pour statuer sur l'approbation des comptes dans les six mois de la clôture de chaque exercice.

Les assemblées sont convoquées dans les conditions prévues par la loi et les règlements. Le procès-verbal de l'assemblée est signé de tous les associés présents. Cependant il peut être établi une feuille de présence ; dans ce cas, le procès-verbal est signé des seuls président et secrétaire de séance.

Les consultations écrites se déroulent selon les modalités précisées par les textes légaux et réglementaires, le vote par écrit étant, pour chaque résolution, formulé par les mots « oui » ou « non ».

La volonté unanime des associés peut être constatée par des actes, sauf si la tenue d'une assemblée est légalement obligatoire.

ARTICLE 16 - MAJORITÉS

Les décisions collectives ordinaires sont adoptées par un ou plusieurs associés représentant plus de la moitié des parts sociales. Si cette majorité n'est pas obtenue à la première consultation ou réunion, les associés sont consultés une deuxième fois ; les décisions sont alors valablement adoptées à la majorité des votes émis. Toutefois, la majorité représentant plus de la moitié des parts sociales reste toujours requise s'il s'agit de statuer sur la nomination ou la révocation d'un gérant, la modification corrélatrice de l'article des statuts où figurait son nom étant réalisée dans les mêmes conditions.

Sous réserve des exceptions précisées par la loi, la modification des statuts est décidée par les associés représentant au moins les trois quarts des parts sociales.

Un associé peut se faire représenter par son conjoint ou un autre associé, dans les conditions de l'alinéa 2 de l'article 58 de la loi du 24 juillet 1966.

ARTICLE 17 - ANNÉE SOCIALE

Chaque exercice social a une durée d'une année qui commence le 1^{er} Août et finit le 31 Juillet de l'année suivante.

ARTICLE 18 - AFFECTATION DES RÉSULTATS ET RÉPARTITION DES BÉNÉFICES

La différence entre les produits et les charges de l'exercice, après déduction des amortissements et des provisions, constitue le bénéfice ou la perte de l'exercice.

Sur le bénéfice diminué, le cas échéant, des pertes antérieures, il est prélevé cinq pour cent (5 %) pour constituer le fonds de réserve légale.

Ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque le fonds de réserve a atteint une somme égale au dixième du capital social. Il reprend son cours lorsque, pour une cause quelconque, la réserve est descendue au-dessous de ce dixième.

.../...

Le bénéfice distribuable est constitué par le bénéfice de l'exercice, diminué des pertes antérieures et du prélèvement prévu ci-dessus et augmenté des reports bénéficiaires. Ce bénéfice est à la disposition de l'assemblée qui, sur la proposition de la gérance, peut, en tout ou en partie, le reporter à nouveau, l'affecter à des fonds de réserve généraux ou spéciaux, ou le distribuer aux associés à titre de dividende proportionnellement aux parts. En outre, l'assemblée générale peut décider la distribution de réserves dont elle a la disposition ; sa décision indique expressément les postes de réserves sur lesquels les prélèvements sont effectués. Toutefois, le dividende est prélevé par priorité sur le bénéfice distribuable de l'exercice.

ARTICLE 19 - NOMINATION DU PREMIER GÉRANT

Le premier gérant de la société, nommé sans limitation de durée, est Monsieur Michel LEVY.

ARTICLE 20 - COMMISSAIRES AUX COMPTES

Un ou plusieurs Commissaires aux Comptes titulaires et suppléants peuvent ou doivent être désignés dans les conditions prévues par l'article 64 de la Loi du 24 Juillet 1966.

Ils sont nommés pour une durée de six années et exercent leurs fonctions dans les conditions et avec les effets prévus par les dispositions législatives et réglementaires en vigueur.

ARTICLE 21 - OPTION IMPÔTS SUR LES SOCIÉTÉS

La société ayant été créée à l'origine sous forme d'Entreprise Unipersonnelle à Responsabilité Limitée, l'associé unique a déclaré opter pour l'assujettissement de la société à l'Impôt sur les Sociétés.

ARTICLE 22 - JOUISSANCE DE LA PERSONNALITÉ MORALE - IMMATRICULATION AU REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIÉTÉS - ENGAGEMENTS DE LA PÉRIODE DE FORMATION

La société est constituée sous la condition suspensive de son inscription sur la liste des commissaires aux comptes. Elle jouira de la personnalité morale à dater de son immatriculation au registre du commerce et des sociétés.

.../...

L'état des actes accomplis au nom de la société en formation, avec indication pour chacun d'eux de l'engagement qui en résulte pour la société, est annexé aux présents statuts dont la signature emportera reprise desdits engagements par la société lorsque celle-ci aura été immatriculée au registre du commerce et des sociétés. Cet état a été tenu à la disposition des associés depuis le à l'adresse prévue du siège social.

Monsieur Michel LEVY, associé unique et seul gérant, est expressément habilité à accomplir, pour le compte de la société, les actes et engagements entrant dans leurs pouvoirs statutaires et légaux. Ces actes et engagements seront réputés avoir été faits et souscrits dès l'origine par la société, après vérification par l'assemblée ordinaire des associés, postérieurement à l'immatriculation de la société au registre du commerce et des sociétés, de leur conformité avec le mandat ci-dessus défini et au plus tard par l'approbation des comptes du premier exercice social.

ARTICLE 23 - PUBLICITÉ - POUVOIRS

Les formalités de publicité prescrites par la loi et les règlements sont effectuées à la diligence de la gérance. Monsieur Michel LEVY est spécialement mandaté pour signer l'avis à insérer dans un journal habilité à recevoir les annonces légales dans le département du siège social.

Fait à DIJON,
Le 25 Septembre 2000

En 6 exemplaires originaux



LEVY-CAC
Société à Responsabilité Limitée
au capital de 55 000 euros
Siège social : Parc VALMY - 37 B, Avenue Françoise Giroud
Immeuble "LE DUO" - Bât. B
21000 DIJON
DIJON 433 127 297

Déposé au Greffe
du Tribunal
de Commerce
de Dijon
le2.5. MARS 2010
sous le n° A 1520

STATUTS

STATUTS

Le soussigné, Michel LEVY, né le 23 Mai 1947 à DIJON (21000)
Demeurant 7, Place Charles de Gaulle à COUCHEY (21160)
Commissaire aux Comptes membre de la Compagnie Régionale de DIJON

a établi ainsi qu'il suit les statuts de la société à responsabilité limitée constituée par le présent acte.

ARTICLE PREMIER - FORME

Il est formé une société à responsabilité limitée régie par la loi du 24 juillet 1966 et par les présents statuts. Elle fonctionne sur la même forme avec un ou plusieurs associés.

ARTICLE 2 - DÉNOMINATION

La dénomination est : LEVY-CAC

La société sera inscrite sur la liste des commissaires aux comptes sous sa dénomination sociale.

Les actes et documents émanant de la société et destinés aux tiers, notamment les lettres, factures, annonces et publications diverses, devront non seulement faire précéder ou suivre la dénomination sociale des mots "Société à Responsabilité Limitée" ou des lettres S.A.R.L. et de l'énonciation du montant du capital social, mais aussi faire suivre cette dénomination de la mention "société de commissariat aux comptes" et de l'indication de la liste de la Compagnie régionale des commissaires aux comptes, où la société est inscrite.

ARTICLE 3 - OBJET

La société a pour objet l'exercice des missions de commissaire aux comptes.

Elle peut réaliser toutes opérations compatibles avec son objet social et qui se rapportent à cet objet, à l'exception de toute activité commerciale, qu'elle soit exercée directement ou par personne interposée.

Aucune personne ou groupement d'intérêts ne peut détenir, directement ou par personne interposée, une partie de son capital ou de ses droits de vote de nature à mettre en péril l'exercice de ces professions ou l'indépendance de ses associés, ainsi que le respect, par ces derniers, des règles inhérentes à leur statut ou à leur déontologie.

ARTICLE 4 - SIÈGE SOCIAL

Le siège social est fixé : Parc VALMY - 37 B, Avenue Françoise Giroud - Immeuble "LE DUO" - Bât. B à DIJON (21000).

Il pourra être transféré dans le même département par simple décision de la gérance et partout ailleurs, en vertu d'une décision extraordinaire des associés.

ARTICLE 5 - DURÉE

La durée de la société est fixée à compter du jour de son immatriculation au registre du commerce et des sociétés jusqu'au 31 Décembre 2050, sauf les cas de dissolution anticipée ou de prorogation prévues aux présents statuts.

ARTICLE 6 - APPORTS - FORMATION DU CAPITAL

Lors de la constitution de la société :

1. Apports en nature :

NEANT

2. Apports en numéraire

Monsieur Michel LEVY apporte à la société une somme en espèces de 12 000 Euros

Madame Danielle MAIGNOT, épouse LEVY, intervenant aux présentes, ne demande pas à être personnellement associée. Les parts rémunérant cet apport sont donc toutes attribuées à Monsieur Michel LEVY.

Cette somme de 12 000 Euros a été, dès avant ce jour, déposée à la banque : RHONE-ALPES – 1, Rue de la Poste à DIJON (21000), à un compte ouvert au nom de la société en formation. Elle ne pourra en être retirée par la gérance avant l'immatriculation de la société au registre du commerce et des sociétés.

Récapitulation :

| | |
|--|---------------------|
| - Les apports en nature : | NEANT |
| - Les apports en numéraire : | 12 000 Euros |
| Total égal au capital social d'origine : | <u>12 000 Euros</u> |

Lors de l'Assemblée Générale Extraordinaire du 03/12/2003 :

| | |
|------------------------|-------------|
| - Apports en numéraire | 1 000 Euros |
|------------------------|-------------|

ARTICLE 7 - AVANTAGES PARTICULIERS

Les présents statuts ne présentent aucun avantage particulier.

ARTICLE 8 - CAPITAL SOCIAL - RÉPARTITION DES PARTS - LISTE DES ASSOCIÉS

| | Mouvements | Capital |
|--|------------|----------|
| - Capital d'origine | | 12 000 € |
| - Augmentation de capital du 03/12/2003 par incorporation de réserves | + 42 000 | 54 000 € |
| - Augmentation de capital du 03/12/2003 par souscription en numéraire | + 1 000 | 55 000 € |

Le capital social est fixé à CINQUANTE CINQ MILLE euros (55 000 €).

Il est divisé en 5 500 parts sociales de 10 euros chacune, entièrement libérées. Suite aux différents mouvements intervenus, lesdites parts sont désormais attribuées et réparties de la façon suivante :

| | |
|---------------------------|-------------|
| - Monsieur Michel LEVY | 5 498 parts |
| - Monsieur Franck SADOINE | 1 part |
| - Monsieur Didier CUCHE | 1 part |

La liste des associés sera communiquée à la Commission régionale d'inscription des commissaires aux comptes, ainsi que toute modification apportée à cette liste. Elle sera tenue à la disposition des pouvoirs publics et de tout tiers intéressé.

ARTICLE 9 - AUGMENTATION OU RÉDUCTION DU CAPITAL

Dans tous les cas, la réalisation d'opérations d'augmentation ou de réduction du capital doit respecter les règles de quotités de parts sociales que doivent détenir les professionnels commissaires aux comptes.

ARTICLE 10 - TRANSMISSION DES PARTS

a) Les cessions ou transmissions, sous quelque forme que ce soit, des parts détenues par l'associé unique sont libres

b) En cas de pluralité d'associés, les parts sont librement cessibles entre associés.

Le consentement de la majorité des associés représentant au moins les trois quarts des parts sociales est requis pour toute transmission de parts au profit

- d'un tiers,
- du conjoint, d'un héritier, ascendant ou descendant d'un associé, sauf si celui-ci a déjà la qualité d'associé.

.../...

ARTICLE 11 - EXCLUSION D'UN PROFESSIONNEL ASSOCIÉ

Le professionnel associé qui cesse d'être inscrit au tableau ou sur la liste des commissaires aux comptes cesse d'exercer toute activité professionnelle au nom de la société à compter de la date d'effet de la décision.

Si son départ a pour effet d'abaisser la part du capital détenue par des professionnels au-dessous des quotités légales, il dispose d'un délai de six mois à compter du même jour, pour céder la partie de ses parts permettant à la société de respecter ces quotités.

il peut exiger que le rachat porte sur la totalité de ses parts. Le prix, est, en cas de contestation, déterminé conformément aux dispositions de l'article 1 843-4 du code civil.

ARTICLE 12 - INDIVISIBILITÉ ET DÉMEMBREMENT DES PARTS SOCIALES

Chaque part est indivisible à l'égard de la société. Les copropriétaires de parts indivises sont représentés par l'un d'eux ou par un mandataire unique. En cas de désaccord, le mandataire est désigné en justice à la demande du copropriétaire le plus diligent.

Le droit de vote appartient au nu-propriétaire, sauf pour les décisions concernant l'affectation des bénéfices, où il est réservé à l'usufruitier.

ARTICLE 13 - RESPONSABILITÉ DES ASSOCIÉS

Sous réserve des dispositions légales les rendant temporairement solidairement responsables, vis-à-vis des tiers, de la valeur attribuée aux apports en nature, les associés ne supportent les pertes que jusqu'à concurrence de leurs apports.

Les professionnels associés assument dans tous les cas la responsabilité de leurs travaux et activités. La responsabilité propre de la société laisse subsister la responsabilité personnelle de chaque professionnel en raison des travaux qu'il exécute lui-même pour le compte de la société.

ARTICLE 14 - GÉRANCE

La société est administrée par un ou plusieurs gérants, personnes physiques, choisis parmi les associés inscrits sur la liste des commissaires aux comptes par décision adoptée par l'associé unique ou, en cas de pluralité d'associés, par les associés représentant plus de la moitié des parts sociales.

Chacun des gérants a les pouvoirs les plus étendus pour agir au nom de la société en toutes circonstances, sans avoir à justifier de pouvoirs spéciaux.

.../...

Dans leurs rapports entre eux et avec leurs coassociés, les gérants ont les pouvoirs nécessaires, dont ils peuvent user ensemble ou séparément, sauf le droit pour chacun de s'opposer à toute opération avant qu'elle soit conclue, pour faire toutes les opérations se rattachant à l'objet social, dans l'intérêt de la société.

Toutefois, les emprunts à l'exception des crédits en banque et des prêts ou dépôts consentis par des associés, les achats, échanges et ventes d'immeubles, les hypothèques et nantissements, toutes conventions ayant pour objet un droit de présentation de clientèle, toutes prises de participations compatibles avec l'objet social dans d'autres sociétés, ne peuvent être faits ou consentis qu'avec l'autorisation des associés aux conditions de majorité ordinaire.

Révocable par décision de l'associé unique ou, en cas de pluralité d'associés par décision des associés représentant plus de la moitié des parts sociales, le gérant peut renoncer à ses fonctions, en prévenant les associés trois mois au moins à l'avance, sauf accord contraire de la collectivité des associés prise à la majorité ordinaire.

Chaque gérant a droit à un traitement fixe ou proportionnel ou fixe et proportionnel déterminé par décision collective ordinaire des associés ; il a droit en outre au remboursement de ses frais de représentation et de déplacement.

ARTICLE 15 - DÉCISIONS COLLECTIVES

L'associé unique exerce les pouvoirs dévolus à l'assemblée des associés. Il ne peut déléguer ses pouvoirs. Ses décisions sont constatées par des procès-verbaux signés par lui et répertoriés dans un registre coté et paraphé comme les registres d'assemblées.

La volonté des associés s'exprime par des décisions collectives qui, régulièrement prises, obligent tous les associés. Elles sont extraordinaires quand elles entraînent une modification des statuts et ordinaires dans tous les autres cas.

Elles résultent, au choix de la gérance, d'une assemblée générale ou d'une consultation écrite des associés ; toutefois la réunion d'une assemblée est obligatoire pour statuer sur l'approbation des comptes dans les six mois de la clôture de chaque exercice.

Les assemblées sont convoquées dans les conditions prévues par la loi et les règlements. Le procès-verbal de l'assemblée est signé de tous les associés présents. Cependant il peut être établi une feuille de présence ; dans ce cas, le procès-verbal est signé des seuls président et secrétaire de séance.

Les consultations écrites se déroulent selon les modalités précisées par les textes légaux et réglementaires, le vote par écrit étant, pour chaque résolution, formulé par les mots « oui » ou « non ».

La volonté unanime des associés peut être constatée par des actes, sauf si la tenue d'une assemblée est légalement obligatoire.

ARTICLE 16 - MAJORITÉS

Les décisions collectives ordinaires sont adoptées par un ou plusieurs associés représentant plus de la moitié des parts sociales. Si cette majorité n'est pas obtenue à la première consultation ou réunion, les associés sont consultés une deuxième fois ; les décisions sont alors valablement adoptées à la majorité des votes émis. Toutefois, la majorité représentant plus de la moitié des parts sociales reste toujours requise s'il s'agit de statuer sur la nomination ou la révocation d'un gérant, la modification corrélative de l'article des statuts où figurait son nom étant réalisée dans les mêmes conditions.

Sous réserve des exceptions précisées par la loi, la modification des statuts est décidée par les associés représentant au moins les trois quarts des parts sociales.

Un associé peut se faire représenter par son conjoint ou un autre associé, dans les conditions de l'alinéa 2 de l'article 58 de la loi du 24 juillet 1966.

ARTICLE 17 - ANNÉE SOCIALE

Chaque exercice social a une durée d'une année qui commence le 1^{er} Août et finit le 31 Juillet de l'année suivante.

ARTICLE 18 - AFFECTATION DES RÉSULTATS ET RÉPARTITION DES BÉNÉFICES

La différence entre les produits et les charges de l'exercice, après déduction des amortissements et des provisions, constitue le bénéfice ou la perte de l'exercice.

Sur le bénéfice diminué, le cas échéant, des pertes antérieures, il est prélevé cinq pour cent (5 %) pour constituer le fonds de réserve légale.

Ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque le fonds de réserve a atteint une somme égale au dixième du capital social. Il reprend son cours lorsque, pour une cause quelconque, la réserve est descendue au-dessous de ce dixième.

.../...

Le bénéfice distribuable est constitué par le bénéfice de l'exercice, diminué des pertes antérieures et du prélèvement prévu ci-dessus et augmenté des reports bénéficiaires. Ce bénéfice est à la disposition de l'assemblée qui, sur la proposition de la gérance, peut, en tout ou en partie, le reporter à nouveau, l'affecter à des fonds de réserve généraux ou spéciaux, ou le distribuer aux associés à titre de dividende proportionnellement aux parts. En outre, l'assemblée générale peut décider la distribution de réserves dont elle a la disposition ; sa décision indique expressément les postes de réserves sur lesquels les prélèvements sont effectués. Toutefois, le dividende est prélevé par priorité sur le bénéfice distribuable de l'exercice.

ARTICLE 19 - NOMINATION DU PREMIER GÉRANT

Le premier gérant de la société, nommé sans limitation de durée, est Monsieur Michel LEVY.

ARTICLE 20 - COMMISSAIRES AUX COMPTES

Un ou plusieurs Commissaires aux Comptes titulaires et suppléants peuvent ou doivent être désignés dans les conditions prévues par l'article 64 de la Loi du 24 Juillet 1966.

Ils sont nommés pour une durée de six années et exercent leurs fonctions dans les conditions et avec les effets prévus par les dispositions législatives et réglementaires en vigueur.

ARTICLE 21 - OPTION IMPÔTS SUR LES SOCIÉTÉS

La société ayant été créée à l'origine sous forme d'Entreprise Unipersonnelle à Responsabilité Limitée, l'associé unique a déclaré opter pour l'assujettissement de la société à l'Impôt sur les Sociétés.

ARTICLE 22 - JOUISSANCE DE LA PERSONNALITÉ MORALE - IMMATRICULATION AU REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIÉTÉS - ENGAGEMENTS DE LA PÉRIODE DE FORMATION

La société est constituée sous la condition suspensive de son inscription sur la liste des commissaires aux comptes. Elle jouira de la personnalité morale à dater de son immatriculation au registre du commerce et des sociétés.

.../...

L'état des actes accomplis au nom de la société en formation, avec indication pour chacun d'eux de l'engagement qui en résulte pour la société, est annexé aux présents statuts dont la signature emportera reprise desdits engagements par la société lorsque celle-ci aura été immatriculée au registre du commerce et des sociétés. Cet état a été tenu à la disposition des associés depuis le à l'adresse prévue du siège social.

Monsieur Michel LEVY, associé unique et seul gérant, est expressément habilité à accomplir, pour le compte de la société, les actes et engagements entrant dans leurs pouvoirs statutaires et légaux. Ces actes et engagements seront réputés avoir été faits et souscrits dès l'origine par la société, après vérification par l'assemblée ordinaire des associés, postérieurement à l'immatriculation de la société au registre du commerce et des sociétés, de leur conformité avec le mandat ci-dessus défini et au plus tard par l'approbation des comptes du premier exercice social.

ARTICLE 23 - PUBLICITÉ - POUVOIRS

Les formalités de publicité prescrites par la loi et les règlements sont effectuées à la diligence de la gérance. Monsieur Michel LEVY est spécialement mandaté pour signer l'avis à insérer dans un journal habilité à recevoir les annonces légales dans le département du siège social.

Fait à DIJON,
Le 25 Septembre 2000

En 6 exemplaires originaux

CESSION DE PARTS DE SOCIETE A RESPONSABILITE LIMITEE

"LEVY-CAC"

Société à Responsabilité Limitée au capital de : 55 000 euros, divisé en 5 500 parts de 10 euros chacune

Siège social : Parc VALMY - Avenue Françoise Giroud - Immeuble "LE DUO" - Bât. B à DIJON (21000)

Objet : Missions de Commissaire aux Comptes

Registre du Commerce : DIJON 433 127 297

SIRET : 433 127 297 00011 - APE : 741C

Déposé au Greffe
du Tribunal
de Commerce
de Dijon

le 25 MARS 2010
sous le n° A 152

ENTRE LES SOUSSIGNES :

Monsieur Michel LEVY, né le 23 Mai 1947 à DIJON (21)
demeurant 7, place Charles de Gaulle à COUCHEY (21160)
de nationalité française

Associé dans la Société

d'une part,

ET

- E.U.R.L. "SADOINE CONSEIL", au capital de 20 000 euros
Société inscrite auprès de la Compagnie régionale des
Commissaires aux Comptes de DIJON
dont le siège social est Parc VALMY - Avenue Françoise Giroud -
Immeuble "LE DUO" - Bât. B à DIJON (21000)
immatriculée au R.C.S. de DIJON sous le N° 495 339 996
représentée par Monsieur Franck SADOINE, gérant

Agréée en qualité d'associée ce jour dans la Société

d'autre part,

Il a été exposé et convenu ce qui suit :





.../...

Enregistré à : SIE DE DIJON NORD

Le 24/02/2010 Bordereau n°2010/281 Case n°6

Enregistrement : 10 325 €

Pénalités :

Total liquidé : dix mille trois cent vingt-cinq euros

Montant reçu : dix mille trois cent vingt-cinq euros

L'Agent

Ext 1427

L'agent

Sylvane GARROT

2

Monsieur Michel LEVY est propriétaire de 5 498 parts de 10 euros chacune, de la S.A.R.L. "LEVY-CAC" au capital de 55 000 euros.

Monsieur Michel LEVY cède et transporte sous les garanties ordinaires de droit, 3 299 parts qu'il possède dans ladite société.

Par la présente cession, l'E.U.R.L. "SADOINE CONSEIL" devient propriétaire des 3 299 parts cédées, avec effet à partir de ce jour, tous les droits et obligations y attachés.

La présente cession est en outre consentie et acceptée moyennant le prix de 108,50 euros la part, soit le prix ferme et définitif de TROIS CENT CINQUANTE SEPT MILLE NEUF CENT QUARANTE DEUX euros (357 942 €) que Monsieur Michel LEVY reconnaît avoir reçu de l'E.U.R.L. "SADOINE CONSEIL" et dont il lui donne ici valable quittance.

Il est précisé que les dividendes décidés par l'Assemblée Générale Ordinaire Annuelle en date du 25 Janvier 2010, et qui seront distribués à compter du 1^{er} Février 2010, appartiennent au cessionnaire.

Il est précisé que la société n'est pas à prépondérance immobilière et que l'acquéreur entend bénéficier de l'abattement prévu à l'article 726, III du C.G.I. qui s'élève à :

- 23 000 euros x 3 299 parts / 5 500 parts = 13 796 euros

L'assiette des droits à 3 % sera donc calculée sur : 344 146 euros (357 942 euros - 13 796 euros)

Les parts cédées sont déclarées par le vendeur libérées de tous gage, nantissement et garantie.

Les frais, droits et honoraires et tous ceux qui en seront la conséquence, seront supportés par l'E.U.R.L. "SADOINE CONSEIL", l'acquéreur.

Fait à DIJON

Le 27 Janvier 2010

"Bon pour cession de 3 299 parts"

Michel LEVY

"Bon pour acquisition de 3 299 parts"

E.U.R.L. "SADOINE CONSEIL"
représentée par Franck SADOINE

Bon pour cession de 3299 parts

Bon pour acquisition de 3299 parts

Visa de : Danielle LEVY

CESSION DE PARTS DE SOCIETE A RESPONSABILITE LIMITEE

"LEVY-CAC"

Société à Responsabilité Limitée au capital de : 55 000 euros, divisé en 5 500 parts de 10 euros chacune

Siège social : Parc VALMY - Avenue Françoise Giroud - Immeuble "LE DUO" - Bât. B à DIJON (21000)

Objet : Missions de Commissaire aux Comptes

Registre du Commerce : DIJON 433 127 297

SIRET : 433 127 297 00011 - APE : 741C

Déposé au Greffe
du Tribunal
de Commerce
de Dijon
le ... 25 MARS 2010
sous le n° A 1520

ENTRE LES SOUSSIGNES :

Monsieur Michel LEVY, né le 23 Mai 1947 à DIJON (21)
demeurant 7, place Charles de Gaulle à COUCHEY (21160)
de nationalité française

Associé dans la Société

d'une part,

ET

- E.U.R.L. "DIDIER CUCHE CONSEIL", au capital de 8 000 euros
Société inscrite auprès de la Compagnie régionale des
Commissaires aux Comptes de DIJON
dont le siège social est Parc VALMY - Avenue Françoise Giroud -
Immeuble "LE DUO" - Bât. B à DIJON (21000)
immatriculée au R.C.S. de DIJON sous le N° 512 332 289
représentée par Monsieur Didier CUCHE, gérant

Agréée en qualité d'associée ce jour dans la Société

d'autre part,

Il a été exposé et convenu ce qui suit :



de

.../...

Enregistré à : SIE DE DIJON NORD

Le 24/02/2010 Bordereau n°2010/281 Case n°7

Ext 1428

Enregistrement : 6 882 €

Pénalités : L'agente

2

Total liquidé : six mille huit cent quatre-vingt-deux euros

Montant reçu : six mille huit cent quatre-vingt-deux euros

L'Agente

Sylvane GARROT

Monsieur Michel LEVY est propriétaire de 2 199 parts de 10 euros chacune, de la S.A.R.L. "LEVY-CAC" au capital de 55 000 euros.

Monsieur Michel LEVY cède et transporte sous les garanties ordinaires de droit, la totalité des 2 199 parts qu'il possède dans ladite société.

Par la présente cession, l'E.U.R.L. "DIDIER CUCHE CONSEIL" devient propriétaire des 2 199 parts cédées, avec effet à partir de ce jour, tous les droits et obligations y attachés.

La présente cession est en outre consentie et acceptée moyennant le prix de 108,50 euros la part, soit le prix ferme et définitif de DEUX CENT TRENTE HUIT MILLE CINQ CENT QUATRE VINGT DOUZE euros (238 592 €) que Monsieur Michel LEVY reconnaît avoir reçu de l'E.U.R.L. "DIDIER CUCHE CONSEIL" et dont il lui donne ici valable quittance.

Il est précisé que les dividendes décidés par l'Assemblée Générale Ordinaire Annuelle en date du 25 Janvier 2010, et qui seront distribués à compter du 1^{er} Février 2010, appartiennent au cessionnaire.

Il est précisé que la société n'est pas à prépondérance immobilière et que l'acquéreur entend bénéficier de l'abattement prévu à l'article 726, III du C.G.I. qui s'élève à :

- 23 000 euros x 2 199 parts / 5 500 parts = 9 196 euros

L'assiette des droits à 3 % sera donc calculée sur : 229 396 euros (238 592 euros - 9 196 euros)

Les parts cédées sont déclarées par le vendeur libérées de tous gage, nantissement et garantie.

Les frais, droits et honoraires et tous ceux qui en seront la conséquence, seront supportés par l'E.U.R.L. "DIDIER CUCHE CONSEIL", l'acquéreur.

Fait à DIJON

Le 27 Janvier 2010

"Bon pour cession de 2 199 parts"

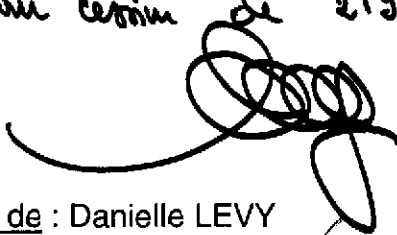
Michel LEVY

"Bon pour acquisition de 2 199 parts"

E.U.R.L. "DIDIER CUCHE CONSEIL"

représentée par Didier CUCHE

Bon pour cession de 2199 parts



Visa de : Danielle LEVY

Bon pour acquisition de 2199 parts

